



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

Le secteur de la sécurité et la sécurité du cyberspace en Afrique Programme d'études virtuel Du 3 au 25 août 2021

Direction et faculté :

Mme Kate Almquist Knopf occupe depuis juillet 2014 le poste de directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), un établissement universitaire relevant du Département de la défense américain. Établi par le Congrès des États-Unis pour l'étude des problèmes de sécurité liés à l'Afrique, le centre est un espace de recherche bilatérale et multilatérale, de communication et d'échange d'idées. Il se veut être une source objective d'analyse stratégique sur les problèmes sécuritaires contemporains et futurs pour les professionnels du secteur de la sécurité, les décideurs politiques, les universitaires et les membres de la société civile africains, de même que les partenaires internationaux.

Madame Knopf a consacré la majeure partie de sa carrière à étudier la corrélation entre la sécurité et le développement en Afrique. De 2001 à 2009, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Elle fut notamment administratrice adjointe pour l'Afrique, directrice de la mission au Soudan, administratrice assistante adjointe pour l'Afrique, assistante spéciale et conseillère politique principale de l'administrateur.

Madame Knopf a aussi été conseillère principale à l'Initiative de gestion des crises, une organisation de médiation des conflits fondée par l'ancien président finlandais et lauréat du prix Nobel Martti Ahtisaari et chercheuse associée au Center for Global Development. Avant de rejoindre la fonction publique fédérale, Madame Knopf fut secrétaire générale de la Massachusetts Turnpike Authority et du bureau exécutif responsable de l'administration et des finances du Commonwealth du Massachusetts. Elle a commencé sa carrière à World Vision, une organisation non gouvernementale internationale.

Madame Knopf est titulaire d'une maîtrise en relations internationales avec spécialisation en études africaines et gestion des conflits de l'École Paul Nitze de hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, et d'une licence en relations internationales de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, MD.

Le Dr Luka Kuol est le Doyen académique du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. En tant que Doyen, le Dr. Luka Kuol dirige les programmes académiques du CESA, en les reliant aux initiatives du Centre en matière de recherche, de sensibilisation et d'anciens élèves. En outre, il est le responsable de la faculté de trois programmes universitaires : Élaboration d'une stratégie de sécurité nationale, Gestion des ressources de sécurité, et Nouveaux leaders du secteur de la sécurité. Ses travaux portent sur la stratégie de sécurité nationale, les budgets du secteur de la sécurité, les contrats sociaux, la sécurité alimentaire et la résilience, ainsi que sur le lien entre

sécurité, développement et gouvernance. Le Dr Kuol est également membre de l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo, membre du Rift Valley Institute et professeur associé d'économie (en congé) à l'Université de Juba au Sud-Soudan. Il fait également partie du comité de rédaction du Disasters Journal, publié par l'Overseas Development Institute. Avant de rejoindre le CESA, le Dr Kuol a été directeur du Centre d'études sur la paix et le développement et professeur agrégé d'économie au Collège d'études sociales et économiques de l'Université de Juba, au Soudan du Sud. Il a également fait partie du corps enseignant de la faculté d'économie et de développement rural de l'université de Gezira au Soudan. Il a été membre du Carr Center for Human Rights Policy de la Harvard Kennedy School et membre invité de l'Institute of Development Studies au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles du gouvernement du Soudan du Sud et ministre national des affaires du cabinet de la République du Soudan. Il a également travaillé en tant qu'économiste principal pour la Banque mondiale au Soudan du Sud. Il est titulaire d'une licence en sciences avec mention de la faculté d'économie et d'études sociales de l'université de Khartoum, d'un M.A. en économie, d'un M.B.A. de l'université catholique de Louvain, en Belgique, et d'un doctorat de l'Institute of Development Studies de l'université du Sussex, au Royaume-Uni.

Le Dr Nathaniel Allen est professeur adjoint pour les études de sécurité, chargé de superviser la programmation académique du CESA sur la cybersécurité et les opérations de soutien de la paix et d'intégrer ces considérations dans la recherche et le rayonnement du Centre. Son travail se concentre sur les relations civilo-militaires, les partenariats de sécurité régionale, les efforts de contre-insurrection et la guerre non conventionnelle.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Allen était conseiller politique au sein du groupe de travail de l'Institut des États-Unis pour la paix sur l'extrémisme dans les États fragiles. Il a également travaillé au Bureau des opérations de conflit et de stabilisation du Département d'État américain, pour les commissions des affaires étrangères et des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis, et avec le NORC au département des projets internationaux de l'Université de Chicago. Les recherches du Dr. Allen ont été publiées dans des revues et journaux politiques de premier plan. Il a reçu des bourses de l'American University, de la Robertson Family Foundation et de l'U.S. Institute of Peace, dont il a reçu une bourse de la Paix Williams Jennings Randolph en 2016-2017. Il est membre à vie du Council on Foreign Relations.

Le Dr Allen est titulaire d'un doctorat en relations internationales et études africaines de l'École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins, d'une maîtrise en études du développement de la Woodrow Wilson School de l'université de Princeton, et d'une licence en sciences politiques du Swarthmore College. Le Dr Allen sera modérateur, panéliste et animateur de ce programme.

Panélistes (par ordre alphabétique) :

M. Kenneth Adu-Amanfoh est membre fondateur et directeur exécutif de l'Africa Cybersecurity and Digital Rights Organization (ACDRO), responsable des droits numériques, de la liberté de l'Internet, de la cybersécurité et des technologies de l'information. Il est responsable des technologies de l'information et de la cybersécurité avec 22 ans d'expérience dans les domaines suivants : opérations informatiques, gouvernance de l'internet, liberté de l'internet, droits

numériques, droits de l'homme en ligne, développement de politiques et de stratégies de cybersécurité, cybercriminalité, formation de CERT et intelligence artificielle.

Un conférencier et formateur international perspicace et expérimenté sur les TIC, les droits numériques, la liberté sur Internet, la cybersécurité, la cyberintimidation et la cybercriminalité. Il est un ardent défenseur des droits humains en ligne, de la vie privée et de la liberté d'expression, des fermetures de réseaux, de la fracture numérique et de la promotion des initiatives de coalition en ligne pour la liberté. M. Adu-Amanfoh est titulaire d'une maîtrise en sciences. Diplômé en gestion des systèmes d'information de la Kean University, New Jersey, États-Unis, il est membre du groupe d'étude 17 (sécurité) de l'ITU, du groupe d'étude 13 (réseaux futurs) de l'ITU, du Project Management Institute (PMI), de l'Information Systems Audit and Control Association (ISACA) et de l'Information Systems Security Association (ISSA).

Avant de fonder l'ACDRO, il a travaillé à l'Autorité nationale des communications du Ghana en tant que directeur de l'informatique et de la cybersécurité, où il a créé une division de la cybersécurité et un CERT sectoriel. Il a co-facilité l'élaboration de la politique et de la stratégie nationale de cybersécurité pour le Ghana, et a présidé l'organisation d'ateliers sur la cybersécurité et de forums sur la gouvernance de l'Internet. Kenneth était le chef de l'équipe nationale de cybersécurité qui a rédigé le plan de mise en œuvre de la cybersécurité et également le responsable de la cybersécurité pour l'initiative de gouvernance de la sécurité ghanéenne et américaine.

M. Adu-Amanfoh a représenté le Ghana dans un certain nombre de groupes de travail sur les droits numériques, la liberté sur Internet et la gouvernance de l'Internet, notamment la Freedom Online Coalition (FOC), le Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF) et le Groupe de travail gouvernemental AFRINIC (AFGWG). Il est officiellement responsable de la sécurité de l'information au New York City Department of Investigation (NYCDOI). M. Adu-Amanfoh participera à ce programme en tant que panéliste et animateur.

M. Abdul-Hakeem Ajijola est président du groupe d'experts de l'Union africaine sur la cybersécurité, commissaire de la Commission mondiale sur la stabilité du cyberspace (#theGCSC), et président de Consultancy Support Services (CS2) Ltd, une société de conseil en matière de cybersécurité, de bibliothèque électronique et de politique des technologies de l'information et de la communication (TIC), basé à Abuja, au Nigeria. Il est également président du groupe de travail sur la gestion des incidents cybernétiques et la protection des informations critiques du Forum mondial sur l'expertise en matière de cybernétique, membre fondateur de l'Organisation de coopération islamique - Computer Emergency Response Team, et membre du groupe de travail nigérian sur la cybercriminalité et du groupe d'experts pour la commission sénatoriale nigériane sur la cybersécurité et les TIC. Il est classé n°13 dans la liste des professionnels de la cybersécurité et des leaders d'opinion de l'IFSEC Global Cybersecurity 2018. Auparavant, M. Ajijola était assistant spécial principal pour l'innovation et la technologie auprès du conseiller à la sécurité nationale du président du Nigeria. Il a participé à la rédaction de la politique nationale des TI de 2001, du plan d'action stratégique ICT4D, de la politique nationale des TIC dans l'éducation et de certains aspects de la politique sur les sciences et technologies spatiales, des normes et lignes directrices nationales pour les bibliothèques électroniques au Nigeria, du cadre national pour la construction d'une nation fondée sur le savoir des femmes et des jeunes grâce aux TI. Il apporte également son soutien à l'honorable ministre des

communications sur la feuille de route des TIC du Nigeria 2016-2019 et le plan stratégique du secteur des technologies de l'information et des communications du Nigeria 2016-2020.

S.E. Kamissa Camara est la directrice des affaires extérieures et de la politique africaine au Tony Blair Institute for Global Change et une experte invitée senior pour le Sahel à l'Institut des Etats-Unis pour la paix. Elle est analyste politique et praticienne en Afrique sub-saharienne et possède 15 ans d'expérience professionnelle. Elle a été ministre des affaires étrangères du Mali, ministre de l'économie numérique et de la planification et, plus récemment, chef d'état-major du président du Mali. Auparavant, elle a occupé le poste de conseillère principale en politique étrangère auprès du président. Avant de travailler avec le gouvernement malien, Madame Camara a occupé des postes de direction à Washington, D.C. avec la Fondation internationale pour les systèmes électoraux, la National Endowment for Democracy (NED) et PartnersGlobal. Au sein de NED, elle a cofondé et assuré la co-présidence du Forum stratégique pour le Sahel. Elle a également dirigé un programme de plusieurs millions de dollars soutenant les initiatives de la société civile en Afrique occidentale et centrale, avec un accent particulier sur le Sahel. De 2015 à 2018, elle a été l'instructrice pour le Sahel et l'Afrique subsaharienne au Foreign Service Institute du département d'État, où elle a formé des diplomates américains avant leur affectation dans la région. Commentatrice politique et spécialiste de la télévision, Madame Camara a été présentée, entendue et vue sur CNN, Aljazeera, Voice of America, le Washington Post, France24 et RFI, entre autres. Madame Camara est titulaire d'une maîtrise en économie internationale et développement de l'Université Grenoble Alpes et d'une licence en relations internationales de l'Université de Paris. Elle participera à ce programme en tant que panéliste et animatrice.

Madame Grace Githaiga est la responsable du Kenya ICT Action Network (KICTANet), une plateforme multipartite pour les personnes et institutions intéressées et impliquées dans la politique et la réglementation des TIC (www.kictanet.or.ke). Elle anime également un talk-show télévisé, intitulé Take on Tech, sur la chaîne de télévision nationale kenyane Kenya Broadcasting Corporation (KBC). Le Talkshow explore les concepts technologiques et les débats avec un panel d'experts. Grace a siégé aux comités consultatifs de plusieurs organisations liées aux TIC, notamment en tant que représentante de la société civile africaine à la Commission des sciences et des technologies pour le développement des Nations unies (CSTD), et au Forum mondial sur la cyber-expertise (GFCE). Madame Githaiga est titulaire d'une licence en communication avec une mineure en développement communautaire, et d'une maîtrise en relations internationales. Madame Githaiga est actuellement candidate au doctorat dans le cadre d'un programme conjoint de communication et d'inclusion numérique de l'Institut d'études du développement de l'Université de Nairobi et de l'Université Roskilde au Danemark. Elle a été boursière Fulbright/Humphrey à l'université du Maryland. Ses domaines d'intérêt sont la recherche et l'analyse des politiques en matière de TIC.

M. Pierre Ouedraogo a travaillé pendant 17 ans à l'Organisation internationale de la Francophonie à Paris et à Bordeaux, occupant successivement les fonctions de spécialiste du programme « Société de l'information », de chef de la division des achats et des services généraux et enfin de directeur de la Francophonie numérique. Il a dirigé la mise en œuvre de la stratégie numérique Francophonie 2020 adoptée en 2012 par le sommet des chefs d'État de la Francophonie. Il a contribué au développement de l'internet en Afrique avec la formation de plusieurs centaines d'ingénieurs en logiciels libres et en sécurité internet, la mise en place de réseaux francophones d'expertise en TIC et aussi la structuration de l'écosystème. En tant

qu'africain numérique, Il est membre fondateur d'organisations africaines telles que AFRINIC, AFTLD, AFNOG, AFRICACERT. L'ISOC (société de l'internet) lui a décerné le prestigieux prix John Postel en 2012 en reconnaissance de son travail pour le développement de l'internet en Afrique.

Avant cette carrière internationale, il a dirigé le département des systèmes d'information de l'ONATEL et a mis en place le nœud internet national FASONET en février 1997. Au niveau d'ONATEL, il a transféré la gestion de BF au Burkina Faso et a mis en place le premier registre internet local pour l'attribution des adresses IP en Afrique sub-saharienne (hors Afrique du Sud)

Il est actuellement le Directeur Général de TSI (Technologies et Services pour l'Innovation), une entreprise spécialisée dans la transformation numérique et la cybersécurité.

Le Colonel-Major Ali Mahamadou est Chef de programme au Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité du Niger (CNESS). Il est aussi doctorant en science politique à l'Université Abdou Moumouni Dioffo, Niamey. Il est titulaire du master en droit public spécialité sécurité défense de l'université Paris 2 (France). Il est également titulaire du brevet d'études militaires supérieures et de la certification d'expert de la défense en management, commandement et stratégie de l'École de guerre de Paris. Il totalise 34 ans de service au sein des Forces Armées Nigériennes. Marié, il est père de quatre filles et d'un garçon.

En 1990, après sa formation militaire d'officiers, à l'Académie Royale militaire de Meknès (Maroc), il choisit de servir dans l'Arme des Transmissions, et effectue un stage d'application des Transmissions, à l'EAT de Montargis (France), de septembre 1990 à juillet 1991. En 1994, de retour de formation pour l'obtention d'un certificat technique (transmissions et informatique) à l'ESEAT de Rennes (France), il assure le commandement du Centre d'Instruction des Transmissions Forces Armées Nigériennes, de septembre 1994 à novembre 1996. Ensuite, il occupe le poste de Directeur Adjoint des transmissions des Forces Armées Nigériennes jusqu'en avril 2002. Cumulativement avec sa fonction d'Adjoint au Directeur des transmissions des Forces Armées Nigériennes, il assume, à la Présidence de la république, les responsabilités de Directeur des Transmissions et de la Sécurité des Communications, de mai 1999 à juillet 2000. Entre avril 2002 et août 2005, il est le Directeur du Prytanée Militaire de Niamey. Après le commandement de cette école, il est appelé à assumer les responsabilités de Directeur central des transmissions des Forces Armées Nigériennes, jusqu'en juillet 2009.

À l'issue de sa formation à l'École de Paris, il occupe, d'octobre 2010 à août 2011, la fonction de Conseiller Défense et Sécurité du Ministre des Mines et de l'Énergie de la République du Niger. Ensuite, de septembre 2011 à mai 2017, il occupe la fonction de Directeur des Systèmes d'Information et de Communication au ministère de la Défense nationale. Puis, à partir de mai 2017, il est nommé chef de programme « Politique Nationale de Sécurité et de Défense » au Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS-NIGER). À ce titre, il assure la supervision du processus d'élaboration de la Politique Nationale de Sécurité du Niger.

Colonel Mahamadou est également chevalier de l'ordre national du Niger, chevalier de l'ordre du mérite du Niger, et a obtenu la médaille OUA pour son service à la mission d'observation au Burundi.

Il est aussi communicateur à plusieurs colloques et ateliers organisés par la Fondation Konrad Adenauer, le Centre d'Études Stratégiques pour l'Afrique, et d'autres organismes. Enfin, il est coauteur de l'ouvrage « Le Renseignement en Afrique de l'Ouest : État des lieux et perspectives », édité par L'Harmattan-Côte d'Ivoire, pour le compte de la Fondation Konrad Adenauer (avril 2017).

Mme Noëlle Van der Waag-Cowling est responsable du programme Cyber au Security Institute for Governance and Leadership (SIGLA), Université de Stellenbosch. Son travail touche à la fois les secteurs public et privé et est fortement axé sur la gouvernance, les politiques et les questions géostratégiques en matière de sécurité de l'information. Elle enseigne la cyberguerre et les conflits de faible intensité au Département des études stratégiques et siège au comité de révision de l'International Journal of Cyber Warfare and Terrorism.

Mme Van der Waag-Cowling est membre du Groupe d'experts du CICR à Genève sur les dommages civils pendant les cyberopérations militaires et du Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique. Elle est passionnée par l'innovation numérique et le renforcement des cybercapacités sur le continent. Noëlle est également membre affilié du National Security Hub de l'Université de Canberra et coprésidente du groupe de travail sur la stratégie et la recherche pour le projet FinCyber du Carnegie Endowment sur l'inclusion financière et les risques de cybersécurité en Afrique. Mme Van der Waag-Cowling sera également en tant qu'animatrice pour ce programme.

M. Moctar Yedaly est le directeur du programme Afrique du Global Forum on Cyber Expertise (GFCE). Il a plus de 20 ans d'expérience internationale dans la gestion des réseaux, l'évaluation des ressources et la préparation des politiques. Après de nombreuses années dans le secteur des télécommunications aux États-Unis et en Afrique, Moctar a dirigé le département de la société de l'information au sein de la Commission de l'Union africaine - une organisation intergouvernementale dont le siège est en Éthiopie - de 2007 à 2021. À ce titre, il a dirigé des programmes et des projets clés, notamment la rédaction et l'adoption de la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles, la préparation du tout premier rapport sur les tendances en matière de cybersécurité en Afrique, et la création du groupe d'experts de l'UA sur la cybersécurité. Il est un leader d'opinion en matière de transformation numérique et de convergence des technologies disruptives. Ses réalisations sont bien connues en Afrique et dans le monde entier. Il a dirigé la rédaction et l'adoption de la stratégie de transformation numérique 2020-2030 de l'UA, ainsi que la mise en œuvre du système d'échange Internet africain (AXIS). Il est le père de la délégation du nom de domaine Dot Africa. Son expertise est régulièrement sollicitée dans des panels de haut niveau où il se concentre sur la mise en œuvre de réponses innovantes pour répondre aux enjeux de l'économie numérique. Il est candidat au doctorat, ingénieur en télécommunications et informatique et titulaire d'un MBA en commerce international. Il est diplômé de l'université George Washington, de l'université Amity et de l'Institut d'informatique.

Animateurs (par ordre alphabétique)

Le Dr Anouar Boukhars, professeur de contre-terrorisme et de lutte contre l'extrémisme violent, travaille en étroite collaboration avec les responsables gouvernementaux et non gouvernementaux africains du secteur de la sécurité pour développer et mettre en œuvre des

activités et des programmes liés au contre-terrorisme et à la lutte contre l'extrémisme violent. Ses recherches portent sur les dynamiques de radicalisation et d'extrémisme violent en Afrique.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Boukhars était chargé de mission non résident dans le cadre du programme pour le Moyen-Orient au Carnegie Endowment for International Peace et professeur associé de relations internationales au McDaniel College. Il a fait partie de plusieurs conseils et comités consultatifs sur le Sahel et l'Afrique du Nord, notamment du Réseau africain de consolidation de la paix du Social Science Research Council. D'août 2015 à juillet 2017, le Dr Boukhars a travaillé à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité à Addis-Abeba, en Éthiopie, en tant qu'animateur principal de son programme phare, l'Executive Masters in Managing Peace and Security in Africa. Ses recherches ont été publiées dans de nombreuses publications politiques et revues universitaires de premier plan. Il effectue régulièrement des travaux de terrain en Afrique et consulte fréquemment pour l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations unies, le département d'État américain et les gouvernements européens.

Le Dr Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de l'Old Dominion University de Norfolk, en Virginie, d'une maîtrise en sciences humaines appliquées de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane, au Maroc, et d'une licence en littérature anglaise de l'Université Ibn Tofail de Kenitra, au Maroc.

Le capitaine de vaisseau Joaquim Pacheco dos Santos est le représentant principal du Portugal au Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, où il assure la liaison entre le CESA et le ministère portugais de la Défense et coordonne les échanges sur la politique et les études relatives à la sécurité en Afrique. Il est également animateur et conférencier lors des programmes universitaires du CESA.

Avant de rejoindre le CESA, le capitaine dos Santos a été assistant exécutif et conseiller du commandant de l'Académie navale de l'Angola à Luanda. De 2015 à 2017, il a été le commandant de l'École des Marines, et en 2017, il a été le commandant adjoint du Corps des Marines portugais. En outre, le capitaine dos Santos a été commandant du corps de cadets de l'Académie navale portugaise de 2010 à 2013, chef du département de psychologie de l'Académie navale de 2005 à 2010, et professeur de comportement organisationnel à l'Académie navale de 2005 à 2010. Le capitaine dos Santos a été le chef du département de la formation au comportement organisationnel et au leadership de 2002 à 2005 et le commandant de l'unité des péniches de débarquement du corps des Marines de 1999 à 2002.

Le capitaine dos Santos est titulaire d'un doctorat en gestion et comportement organisationnel de l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise (ISCTE) de Lisbonne et d'une maîtrise en comportement organisationnel de l'Institut supérieur de psychologie appliquée (ISPA) de Lisbonne. Le capitaine dos Santos est conférencier invité sur le leadership, la motivation et l'éthique des entreprises et des affaires à l'ISCTE-IUL à l'université de Lisbonne depuis 2005. Il a publié plusieurs articles scientifiques sur le développement et la formation à la direction d'équipe.

Dr. Catherine Lena Kelly est un professeur associé chargé de superviser le portefeuille du CESA sur la justice, l'état de droit et la gouvernance et d'intégrer ces considérations dans la programmation académique, la recherche et la sensibilisation. Ses travaux portent sur la sécurité

des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'État de droit et la stabilisation, ainsi que la criminalité transnationale organisée.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Kelly était conseillère à l'American Bar Association Rule of Law Initiative, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda. En tant que boursière postdoctorale à l'université de Washington à St. Louis, elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie. Au Foreign Service Institute du département d'État, Dr. Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique de l'Ouest et a co-enseigné les modules sur la gouvernance et la religion dans le cours sur les études régionales. Elle a obtenu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse publique Mellon/American Council of Learned Societies, une bourse de la West Africa Research Association, plusieurs bourses de l'université de Harvard et deux bourses du ministère américain de l'éducation pour les langues étrangères et les études régionales pour la langue wolof et la recherche doctorale au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues politiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence (mention très bien) de l'Université de Washington à Saint-Louis.

Mme Michelle Ndiaye est la représentante spéciale et chef du bureau de l'UA en RDC. Auparavant, elle a été directrice du programme pour la paix et la sécurité en Afrique, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS) et chef du secrétariat du Forum de Tana. Mme Ndiaye a travaillé sur une variété de projets avec diverses organisations locales et internationales et apporte à bord une riche expérience dans le domaine de la gouvernance démocratique et locale, des post-conflits et du relèvement des communautés, du développement durable et des questions environnementales, de la justice transitionnelle, de la communication et de la recherche. Elle possède une vaste expérience de la gestion politique et administrative et de la gestion de programmes multidonateurs à grande échelle.

Avant de rejoindre l'IPSS, elle était directrice générale du Mandela Institute for Development Studies (MINDS). Avant de rejoindre MINDS, entre 1999 et 2011, elle a dirigé consécutivement plusieurs organisations africaines et internationales en tant que directrice exécutive de Greenpeace Afrique, Directrice générale de l'Institut africain pour la citoyenneté d'entreprise (AICC), fondatrice et responsable des projets Afrique pour Akena Research and Consulting et directrice régionale de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires. Mme Ndiaye a commencé sa carrière en 1995 en tant que chargée de programme à l'Institut africain pour la démocratie (IAD), une organisation non gouvernementale et un projet du PNUD basé à Dakar, au Sénégal, qui promeut la démocratie et la gouvernance en Afrique et en particulier dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest.

Mme Ndiaye est diplômée en sciences politiques (BA) de l'Université du Québec à Montréal, Canada. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit public et d'un diplôme d'études supérieures en

sciences politiques (DEA) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, au Sénégal. Elle est candidate au doctorat à l'université de Leipzig, en Allemagne.